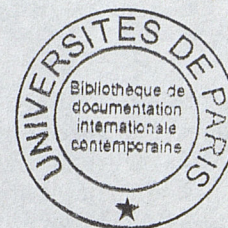


ANN

Agencia de
Noticias de
Nicaragua

Boletín bimensual
No. 278
12 de diciembre de 1992
Managua



OU ALLONS-NOUS ?

Ernesto Castillo

Managua, 3 déc.— Après les élections de 90, malgré la défaite, personne ne doutait de la capacité politique et militaire du sandinisme à renverser le gouvernement Chamorro à n'importe quel moment. FSLN et gouvernement avaient conscience du fait qu'une confrontation les mettrait tous deux en péril. Si le gouvernement avait montré ouvertement qu'il voulait en finir avec les sandinistes, sa chute était garantie. La dangereuse instabilité politique actuelle nous conduit à nous demander ce qui a changé.

Le Front sandiniste et le gouvernement ont vu tous deux les composantes de leur pouvoir politique se détériorer gravement, ce qui rend la coexistence de plus en plus instable. Le FSLN a fait montre de négligence dans la correction des erreurs de sa direction, ce qui entraîne une perte de la confiance et du soutien de nombreux de ses militants et la désintégration du parti. Il faut ajouter à cela la perte militante occasionnée au sein des Forces armées.

De son côté, le gouvernement n'a pu se constituer en groupe politique autonome et a souffert des interventions agressives et déstabilisatrices de ses alliés, l'UNO, la hiérarchie catholique et les Etats-Unis. Ils n'ont pas accepté de n'être que des alliés tactiques utilisés pour porter Violeta Chamorro au pouvoir et ils veulent l'hégémonie sur celui-ci. Le président de l'Assemblée Alfredo Cesar a pratiquement privé l'Etat de toute légitimité en passant outre les pouvoirs judiciaire et exécutif, provoquant le chaos et rendant impossible la construction d'un état de droit.

Le déploiement militaire auquel nous assistons ces jours-ci n'est pas le fruit du hasard. Le conflit à l'Assemblée, l'ag-

gravation des problèmes sociaux et d'éventuels débordements imprévus par les dirigeants politiques et syndicaux pourraient nous entraîner vers une situation incontrôlable par ce gouvernement chaque jour plus fragile. Si le FSLN et le gouvernement décident de rompre les règles de la cohabitation minimum, il ne reste plus pour ce dernier qu'à se mettre sous la dépendance de l'armée qui, en plus d'avoir les armes, dispose également d'une force politique. Le fait que le gouvernement soit sans parti et sans force permet à l'armée de jouer un rôle qui va au-delà de la dépendance formelle vis-à-vis du gouvernement qui lui est théoriquement impartie.

Nous allons connaître pendant longtemps des conflits sociaux qui opposeront au pouvoir les secteurs qui souffrent de la crise. Malgré l'aide extérieure, le gouvernement n'a pas pu disposer de ressources suffisantes pour mener une politique économique qui évite l'explosion sociale. S'il ne dispose pas de ressources pour modifier cette politique, il ne pourra pas s'imposer face aux visées déstabilisatrices de ses anciens alliés. Il devra se maintenir par les armes ou laisser les armes gouverner.

SOMMAIRE

OU ALLONS-NOUS?

LE FNT DURCIT SES ACTIONS

LES BANANERAIRES SONT REDEVENUES DES PRISONS

L'AUTOGESTION, UNE BATAILLE POUR LA DEMOCRATIE

LES TRAVAILLEURS SONT RESPONSABLES DE LA CRISE

UNE ENQUETE DANS LE FSLN

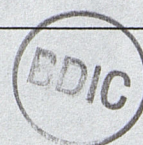
LE CHAINON MANQUANT

LES EVANGELIQUES VEULENT ENTRER EN POLITIQUE

CUBA : LA PALME POUR LA "BI-CY"

HONDURAS : LE PORTE-AVIONS COULE

40 P 11481



Il est peut-être encore temps de trouver une solution qui ne passe pas par les armes. Le FSLN, le gouvernement, les forces politiques et sociales pourraient pour le moins parvenir à des accords de survie si le dialogue se basait sur une reconnaissance mutuelle et réelle de la force de chaque secteur. -(ANN/Barricada) •

LE FNT DURCIT SES ACTIONS

Managua, 10 déc.— Après que le gouvernement a rompu les négociations le 25 novembre, le Front national des travailleurs (FNT) a fait monter la pression pendant plusieurs jours et s'est affronté à l'armée et à la police. Des négociations sectorielles ont donné quelques résultats, mais les questions de fond n'ont toujours pas été résolues.

Le point principal de la négociation concerne les entreprises industrielles ou agricoles gérées par les ouvriers et que le gouvernement veut rendre à leurs anciens propriétaires somozistes. Il propose aux travailleurs, pour respecter l'engagement de leur accorder 25 % de la propriété des entreprises à privatiser, des unités de production en mauvais état. Les luttes actuelles ont également pour but de s'opposer à la privatisation des services publics. Elles visent également à obtenir des subventions pour la santé, dont le personnel est en grève, pour l'éducation et à soutenir les conflits qui ont éclaté dans certains secteurs (bananeraies, plantations de sucre, douanes, etc...).

Répondant à l'appel lancé par le FNT après la rupture des négociations, les travailleurs ont mené des grèves partielles, occupé des entreprises, coupé des routes et des rues dans tout le pays. Ils se sont heurtés à la police et à l'armée au cours d'affrontements qui ont fait des dizaines de blessés. Plusieurs dizaines de personnes ont également été arrêtées, dont des dirigeants nationaux du FNT, puis relâchées après plusieurs jours. Les forces de répression s'en sont même pris à Vilma Nuñez, du Centre nicaraguayen des droits humains, qui a été agressée verbalement. Des journalistes ont reçu quelques coups. La situation la plus critique a sans doute été celle de la plantation de canne à sucre San Antonio, restituée à la famille Pellas, où un conflit avait éclaté quelques jours avant. L'armée a occupé la plantation, avec chars, armes de guerre et francs-tireurs, tandis que des hélicoptères la survolaient en permanence.

Quelques conflits ont été partiellement réglés par des négociations sectorielles, entre autres dans la plantation San Antonio, mais la reprise du dialogue entre la direction du FNT et le gouvernement n'a toujours rien donné. Le FNT se heurte à une attitude fermée de la part des autorités sur la question de la propriété des entreprises et estime que le gouvernement ne veut pas voir surgir un secteur économique géré par les ouvriers. Refus également d'augmenter le budget de la santé. "Qu'est-ce que je raconterais à la Banque mondiale?", aurait répondu le ministre des Finances au syndicat. -(ANN) •

LES BANANERAIES SONT REDEVENUES DES PRISONS

Une entrevue avec Marcelino Garcia, dirigeant du syndicat des travailleurs des bananeraies de l'ATC.

Managua, 10 déc.— Depuis juillet dernier, un conflit violent oppose les grands propriétaires des bananeraies de la région de Chinandega, dans le nord, et les travailleurs victimes de la répression et des licenciements massifs qui se voient nier leurs droits sur les bénéfices de l'entreprise. Le dirigeant syndical Marcelino Garcia décrit une situation "identique ou peut-être même pire qu'aux temps du somozisme".

ANN: Où en est le conflit?

Marcelino Garcia: Le problème a surgi dans trois grosses exploitations dont celle de Ramiro Gurdian, le président du Conseil de l'entreprise privée (COSEP), qui est connu pour ses positions dures et a pris la tête du mouvement. Les deux autres appartiennent à des familles somozistes. Ils ont déjà licencié 300 travailleurs agricoles, dont 100 femmes, souvent chefs de famille. Ces travailleurs étaient pour la plupart des militants syndicaux. Certaines des femmes ont été licenciées alors qu'elles étaient enceintes, ce qui est totalement illégal. Mais lorsqu'elles se sont plaintes au ministère du travail, celui-ci ne leur a prêté aucune attention. Au contraire, la situation a empiré à partir du moment où nous sommes entrés en action et les patrons ont répondu par la répression. Hier, nous avons appris le licenciement de 45 autres travailleurs et la tentative d'expulsion de certains d'entre eux de la propriété *El Relampago*. Parmi eux, quelques uns travaillent et vivent là depuis une vingtaine d'années, ainsi que toute leur famille; ils n'ont pas d'autre lieu où aller.

ANN: A quoi correspond cette vague de licenciements depuis août?

MG: Selon les accords de privatisation, nous avons droit à 25% de la production. Les terres, elles, ont toujours été privées et étaient auparavant louées par l'Etat. Les ouvriers-actionnaires sont ceux qui ont toujours travaillé là et c'est sur ce terrain que les patrons manoeuvrent: ils les licencient et embauchent des chômeurs pour les remplacer, afin de contourner les accords de privatisation. Leurs objectifs sont clairs: se défaire des travailleurs à qui revient une part des bénéfices et liquider les acquis de la révolution en matière de salaires -dans certaines exploitations, ceux-ci sont déjà réduits de moitié- et d'avantages sociaux dont certains ont déjà été supprimés. Les conventions collectives sont complètement bafouées dans ces exploitations et les travailleurs se retrouvent sans défense.

ANN: Quelle est la stratégie des travailleurs face à ces atteintes à leurs droits?

MG: Pour défendre notre propriété, nous avons constitué une entreprise, TRABANIC, dont l'objectif est de représenter les travailleurs-actionnaires, de les informer, de les conseiller et de contrôler le processus de distribution des bananes dont nous

possédons 25 % des parts. L'administration de TRABANIC est désignée par les travailleurs. Cette entreprise ne gère pas de biens mais surveille la production et la distribution. Nous sommes là pour défendre la propriété que les patrons cherchent à arracher aux travailleurs. La réponse patronale est de recruter des ouvriers et de former des entreprises où ceux-ci ont une participation seulement formelle et leur sont complètement soumis. C'est ce qu'a fait R. Gurdian dans une de ses exploitations. Les employeurs introduisent des "syndicats-maison" et utilisent même l'instrument de la religion. Par exemple, dans l'exploitation de San Pablo, ils ont recruté un pasteur évangélique comme contremaître. Il a déjà 150 ouvriers dans son église et ils sont en train de constituer un syndicat favorable au patron. Entre l'influence de l'Eglise, celle du "syndicat-maison" et la répression, difficile d'échapper aux pressions. Lorsque les travailleurs bougent, ils ont affaire à la police patronale armée ou à la police anti-émeute. Les ouvriers nouvellement recrutés ne savent rien du processus de privatisation, ils ne réagissent pas. Ils veulent seulement gagner un peu d'argent, sans chercher à en savoir plus. Il sont sous la pression du chômage. En plus, ils sont isolés du reste des travailleurs et si l'un de ceux-ci essaie de rentrer en contact avec eux pour leur expliquer la situation, il est licencié. Ces bananeraies sont de véritables prisons, car il n'y a que les prisonniers pour être ainsi privés de tout droit. C'est comme aux temps du somozisme, même peut-être pire car avec la Standard Fruit, les salaires étaient meilleurs.

ANN: Face à ces atteintes aux droits du travail et aux droits humains, les recours légaux fonctionnent-ils?

MG: Il n'y a pas d'état de droit dans ce pays. Que se passe-t-il lorsque nous appelons le ministère du travail? On nous répond par exemple qu'il n'y a pas assez d'essence pour venir sur place se rendre compte de la situation. Mais quand c'est le patron qui appelle, ils sont là en cinq minutes. A *El Relampago*, le ministre, depuis Managua, a déclaré la grève illégale alors qu'il n'y avait même pas de grève. Simplement les travailleurs avaient protesté auprès de l'employeur parce que leurs salaires étaient amputés de 60 %. Sur un coup de fil du patron, prétendant qu'il y avait une grève, le ministre a réagi et le lendemain, 60 travailleurs étaient licenciés. Notre local syndical à *El Candelario* a été fouillé; dix dirigeants syndicaux ont été emprisonnés et il nous a fallu payer une caution pour qu'ils soient relâchés; deux d'entre nous ont été frappés; beaucoup d'autres expulsés violemment de chez eux. Où est le droit dans tout cela? Tant qu'il n'y existera pas d'état de droit, nous serons sans aucune protection. C'est pour cela que nous en appelons à la solidarité des progressistes du monde entier. -(ANN)

ANN

L'AUTOGESTION, UNE BATAILLE POUR LA DEMOCRATIE

Vanessa Castro, Institut pour le développement de la démocratie (IPADE)

Managua, déc.— "Nous nous sommes battus pour l'accès à la propriété afin de ne pas être exclus et de ne pas nous retrouver sous les ordres d'un patron. Nous voulons avoir la même liberté d'expression et d'organisation que pendant les dix dernières années. Nous voulons être nos propres chefs". Cet ouvrier agricole du tabac partage l'espoir de ceux qui se sont battus pour devenir propriétaire d'une part de leur entreprise. Quels sont les enjeux politiques et économiques de cette bataille? Comment la gagner? Vanessa Castro, membre de l'IPADE, alimente de ses arguments le débat plein d'ambiguïtés sur l'autogestion.

Les accords passés entre le gouvernement, le patronat et les syndicats ont fixé les conditions de la privatisation des entreprises nationales (note). Celle-ci doit respecter les formes de propriété prévues par la Constitution, garantir l'accès des travailleurs à 25 % des parts des entreprises privatisées, bénéficier également aux démobilisés de la contra et de l'armée, exclure les restitutions de biens à la famille de Somoza et à ses alliés. Semblable à tant d'autres projets de privatisation par ses objectifs -libérer l'économie et dégager l'Etat de ses fonctions de financeur- le processus nicaraguayen présente toutefois certains caractères originaux. Il prévoit de rendre leurs biens à des propriétaires expropriés par la révolution et il se déroule dans un pays où les secteurs populaires ont disposé durant dix ans d'un vaste potentiel économique. Ces deux facteurs rendent la privatisation d'autant plus difficile et conflictuelle.

LA PRIVATISATION CONTRE LA DEMOCRATIE

Aucune loi de privatisation n'a été élaborée et les contradictions politiques entre l'Assemblée et le gouvernement contribuent à retarder l'adoption d'un cadre juridique pour régler le problème de la propriété. Les demandes de terre n'ont fait qu'augmenter depuis deux ans. Aux paysans insatisfaits de la Réforme agraire se sont ajoutés les contras démobilisés, les rapatriés, les militaires licenciés et les chômeurs de plus en plus nombreux, privés de tout moyen de subsistance. Cet enjeu économique se double d'un enjeu politique non négligeable. Les membres des coopératives et les travailleurs des entreprises publiques ne défendent pas seulement un potentiel économique que le gouvernement sandiniste leur a transféré. Ils se battent également pour des positions de pouvoir qu'ils ont gagnées dans la société.

Cela concerne plus particulièrement les travailleurs agricoles car l'organisation de leurs entreprises leur a permis dans le passé d'influer de manière décisive sur la gestion de la production et de la commercialisation. Ils ont eu accès, à travers leurs dirigeants, à la prise de décisions macro-économiques au niveau gouvernemental. Le rapport de domination employeur-employé a été remplacé par une situation qui donnait au travailleur un

statut de protagoniste en plus de nombreux avantages sociaux (santé, logements, crèche).

Le thème de la propriété est agité comme une arme politique par beaucoup d'expropriés, parmi lesquels de nombreux somozistes ayant adopté la nationalité étatsunienne. S'alliant à des groupes comme celui du sénateur républicain Helms, ils exercent sur le gouvernement nicaraguayen un chantage à la suspension de l'aide économique. Il est pourtant bien connu au Nicaragua qu'une grande partie des propriétés que ces personnes réclament avaient été acquises grâce à des prêts qui n'ont jamais été remboursés, ou bien étaient hypothéquées, décapitalisées, ou encore ont fait l'objet d'une indemnisation de la part du gouvernement sandiniste.

Tous ces éléments démontrent que la privatisation ne correspond pas seulement à un effort de modernisation dans le cadre du néolibéralisme et que c'est la démocratie qui est visée. On cherche par là à concentrer la richesse de manière à démanteler un système qui convertissait en propriétaires des milliers de Nicaraguayens historiquement expropriés de toute possession.

UN CHEMIN SEMÉ D'OBSTACLES

Une majorité de travailleurs s'est ralliée à la bataille pour la propriété, estimant difficile de s'opposer à la privatisation alors que celle-ci représente une forte tendance au niveau mondial. Il faut donc lutter pour qu'elle bénéficie à de larges secteurs plutôt qu'aux groupes économiques traditionnels. Il est important d'empêcher que cette privatisation soit un moyen pour l'oligarchie de se réorganiser.

Au cours des négociations, le gouvernement a répondu positivement à une série de revendications. Il a promis des garanties juridiques pour protéger la propriété des travailleurs, un programme de crédits préférentiels; des délais devraient être accordés aux travailleurs pour payer leurs actions; les entreprises des travailleurs devraient recevoir un traitement fiscal favorable et une assistance technique. Mais aucun de ces accords n'a été respecté.

L'organisation du Secteur propriété des travailleurs (APT) rencontre de nombreux problèmes. La direction des sociétés anonymes de travailleurs est assumée en général par la direction du syndicat, ce qui, dans certaines entreprises, est à l'origine de conflits. Le rôle du syndicat n'est en effet pas clair dans des unités de production dont les membres sont également les propriétaires. L'Association des travailleurs agricoles (ATC) propose de remplacer la direction syndicale par un conseil des travailleurs dont la fonction principale sera de défendre les droits sociaux des travailleurs-actionnaires. Sur le plan économique, les travailleurs connaissent une situation défavorable. L'accès au crédit est réduit, les prix internationaux sont en chute. Les coûts de production élevés -l'essence, l'électricité et l'eau sont chers- exigent une haute productivité. En ce qui concerne l'aspect légal, l'APT a besoin d'un régime de protection. Enfin, les travailleurs n'ont pas l'expérience de la gestion dans un pays régi par les lois du marché.

ETRE SON PROPRE CHEF

Mais les entreprises de l'APT disposent néanmoins de certains atouts. Elles ont l'avantage de s'être organisées par secteur d'activité. Depuis plusieurs années, il existe au Nicaragua une expérience de commerce alternatif: des organismes achètent au prix juste leurs produits à des coopératives. Les représentants des entreprises de l'APT ont établi des contacts avec ces organismes, qui manifestent la volonté d'étendre leurs activités (qui touchent le commerce du café, des bananes et de produits non traditionnels).

Si les nouveaux actionnaires parviennent à utiliser l'outil productif qu'ils ont entre les mains, ils travailleront pour la démocratisation. Le caractère mixte de l'économie sera préservé et les droits inscrits dans la Constitution seront exercés. L'espace ouvert par l'autogestion pourrait constituer la base d'un pouvoir populaire plus démocratique que ce qui a été connu jusque là. Ce n'est qu'en rendant leurs entreprises rentables que les travailleurs pourront voir réaliser le désir exprimé par l'un d'eux: être leur propre chef. -(ANN/La Avispa)

Note : des 350 entreprises recensées par le gouvernement comme entreprises nationales, 177 ont déjà été privatisées, dont 42 ont été rendues à leurs ex-propriétaires, 43 remises aux démobilisés de la contra, de l'armée et de la police et 37 vendues aux travailleurs.

LES TRAVAILLEURS SONT RESPONSABLES DE LA CRISE

Managua, 1er déc.— Une mission de la Banque mondiale a séjourné au Nicaragua du 19 au 31 octobre afin d'analyser la situation économique du pays. Le rapport qu'elle a élaboré indique les principales recettes à appliquer à l'économie nicaraguayenne. Il en ressort que la gourmandise des travailleurs et la lenteur du gouvernement à régler le problème de la propriété seraient les principales causes de la crise.

Voici un résumé de ce rapport publié in extenso dans *Barricada*.

REDUCTION DE L'AIDE EXTERIEURE

Le gouvernement doit tenir compte de la diminution de l'aide extérieure. Pour affronter celle-ci, il lui faut réduire le déséquilibre de la balance commerciale et comprimer les dépenses publiques. Il doit éviter d'introduire de nouveaux contrôles sur la circulation des devises et des marchandises car cela affecterait les possibilités de croissance à long terme.

OBSTACLES ECONOMIQUES A L'INVESTISSEMENT PRIVE

Les fluctuations politiques influent sur l'activité du secteur privé. Mais nous n'aborderons ici que les facteurs économiques

qui affectent directement ce secteur ainsi que l'investissement. On entend souvent dire qu'il faut encourager l'investissement privé par des mesures fiscales, réduire les taux d'intérêt et élargir le crédit. Selon nous, il n'est pas possible de mener une politique fiscale d'encouragement. Au contraire, la situation macro-économique indique qu'il est nécessaire d'approfondir l'ajustement fiscal et de comprimer les dépenses publiques si l'on veut être en condition d'élargir le crédit.

OBSTACLES A LA CROISSANCE

Ce sont les suivants : une politique de change qui limite la compétitivité des exportations et encourage la contrebande; l'incertitude liée à la non application des lois; la situation incertaine de la propriété; l'insécurité liée à la violence et à l'intimidation qui sont utilisées comme méthodes de négociation; la faible productivité; le surnombre en personnel.

MANQUE DE REGLES CLAIRES

Il faut réduire l'incertitude sur le plan économique. Celle-ci est le résultat de la flexibilité en matière d'application des lois. Comme les règles du jeu sont fréquemment modifiées, on ne sait jamais à priori si une affaire sera ou non rentable. Il est nécessaire de clarifier les règles et de les appliquer pour favoriser le développement du secteur privé.

INSECURITE

Il y a eu des progrès sur la question du droit à la propriété, mais le problème de l'insécurité se maintient et représente le principal obstacle à l'investissement dans le secteur agricole. Cette insécurité est due, tant dans le secteur rural qu'urbain, à l'action de bandes armées ou de travailleurs qui violent la loi. C'est dans ce domaine que l'action du gouvernement doit être immédiate.

FAIBLE PRODUCTIVITE

Les raisons en sont : le manque de capital donc d'investissement; le manque d'efforts de la part des travailleurs; l'existence d'un personnel excédentaire maintenu à cause du montant excessif des primes de licenciement ou par peur de représailles de la part d'éléments radicalisés. La législation du travail est en cours de révision, mais certains projets vont dans une mauvaise direction. En effet, les réformes structurelles requièrent un marché du travail flexible.

LE PANIER DE LA MENAGERE

Il faut expliquer au mouvement syndical que la réduction de l'aide extérieure implique nécessairement une chute du niveau de vie et il faut modifier le fameux "panier de la ménagère" en réduisant le nombre d'articles qu'il comporte et en y incluant les services (éducation, santé, logement, transports). - (ANN/Barricada)

UNE ENQUETE DANS LE FSLN

Managua, déc.— L'Institut d'études nicaraguayennes a fait une enquête sur l'état d'esprit et les attentes des membres du FSLN. C'est Paul Oquist, conseiller de la Direction nationale et de Daniel Ortega, qui a coordonné ce travail, financé par la fondation allemande Friedrich Ebert. 57 entretiens individuels ou collectifs ont été menés auprès de 78 sandinistes, parmi lesquels d'anciens ministres, des militants de base, des militants d'organisations de masse, des chrétiens, deux directeurs de médias et des membres des Forces armées. Mais 55 % des personnes interrogées sont de Managua et seulement 24 % sont des femmes. Nous vous proposons l'essentiel des résultats parus dans la revue *La Avispa*.

LES PROBLEMES GLOBAUX

Les principaux éléments de la crise du FSLN sont le manque d'identité, l'absence de définition d'une nouvelle stratégie et d'un nouveau programme et une crise de leadership à tous les niveaux. L'organisation n'est plus fonctionnelle, ce qui aggrave toutes les difficultés.

Il n'y a pas de consensus sur les formes de lutte à adopter pour préserver les transformations révolutionnaires ou les approfondir. Le double jeu du parti, qui est dans l'opposition mais s'entend avec le gouvernement, est peu compréhensible. Il laisse de larges secteurs sans orientations pour affronter la crise économique. Une discussion de fond visant à définir l'identité du FSLN, son programme et son rôle comme parti d'opposition est indispensable.

L'ORGANISATION

Les problèmes d'organisation viennent de l'absence de définition du programme et de la stratégie. Un des plus importants est celui du leadership : les anciens dirigeants peuvent être réélus, mais ils doivent changer, ou bien on doit donner une chance à d'autres leaders. Les militants sont dispersés : il n'y a ni confiance, ni discussion car on ne sait pas quels sont les intérêts réels du parti. Les militants sont découragés à cause de problèmes non éclaircis, comme celui de la *piñata*, et constatent que les anomalies n'ont pas été corrigées.

Les nouvelles structures approuvées par le Congrès n'ont pas donné les résultats espérés. On ne comprend pas entre autres comment les Comités départementaux peuvent exercer une influence sur l'Assemblée sandiniste.

Les principaux problèmes de la nation sont économiques : absence de solution à la question de la propriété, coût social du programme d'ajustements. Il faut passer des revendications et propositions conjoncturelles à la préparation d'un projet alternatif qui soutienne les luttes et permette de faire des propositions plus concrètes au gouvernement.

Les dirigeants défendent des positions idéologiques différentes. C'est pourquoi l'identité et le programme du parti doivent être définis. Il faut améliorer la relation entre la Direction nationale et les Comités départementaux. Il est nécessaire aussi d'améliorer le système électoral : les candidats doivent être désignés par la base.

Selon la base, on ne connaît pas le fonctionnement de la Direction nationale; il n'y a pas division du travail pour traiter la problématique nationale, ses membres n'ont pas les mêmes opinions et elle reste passive face aux luttes. La base pense qu'il faudra la changer lors du deuxième congrès, et si possible avant car les faiblesses de certains de ses membres affectent la Direction dans son ensemble.

Quant à la Jeunesse sandiniste, les personnes interrogées estiment qu'elle est en crise. Elle agit peu et n'a d'influence que parmi les étudiants alors qu'elle devrait travailler auprès de toute la jeunesse.

LES OBJECTIFS STRATEGIQUES DU FSLN

Les objectifs les plus communément signalés sont les suivants:

- défendre les transformations révolutionnaires et formuler un modèle révolutionnaire adapté à la réalité
- élaborer un plan à long terme qui permette la construction d'un Projet national
- maintenir le principe du nationalisme, la défense de la souveraineté, de l'auto-détermination, la démocratisation des relations internationales, l'anti-impérialisme comme affirmation nationale et refus de l'intervention dans les affaires internes
- approfondir la démocratisation de l'économie par la poursuite de la réforme agraire et la lutte pour une juste distribution de la richesse
- préserver la démocratie représentative et participative, défendre l'Armée populaire sandiniste comme symbole de la Révolution et de la stabilité
- au sein du parti, reconstruire la base sociale au travers de projets sociaux et économiques, passer des alliances fondées sur des relations plutôt économiques que politiques
- revenir aux valeurs éthiques et à la mystique révolutionnaire
- assumer les luttes menées par les différents secteurs

A propos du Projet national, il est indispensable qu'il ait un caractère populaire et soit le fruit d'un ample consensus. Pour y parvenir, le FSLN doit faire preuve de cohérence interne, d'où l'urgence d'un débat sur l'identité du parti et son programme.

En ce qui concerne la nature du parti, la majorité signale qu'il regroupe plusieurs classes mais que c'est un parti révolutionnaire fondé sur des positions de classe et qui défend les intérêts populaires. Mais les organisations de masse estiment au contraire que la nature du FSLN n'est pas définie, qu'il est amorphe et traversé de nombreuses tendances par manque d'identité.

Quant aux alliances, elles doivent obéir à deux conditions : elles ne doivent pas affecter les principes du parti et la base doit en être amplement informée. Les alliances parlementaires sont nécessaires mais ne doivent pas impliquer des engagements à long terme. Le FSLN ne doit pas passer d'alliance avec le gouvernement mais des engagements destinés à favoriser une entente sans affecter son caractère de parti d'opposition. A ce propos, les anciens ministres estiment qu'il existe bien une alliance avec le gouvernement mais que le FSLN cherche à la cacher à sa base. Les personnes interrogées pensent qu'il est normal de concevoir des alliances électorales, mais qu'elles doivent être tactiques et n'être passées qu'avec des forces politiques qui aient un certain caractère patriotique et progressiste.

Les organisations de masse doivent être autonomes et libres de passer des alliances.

Sur le plan des relations internationales, le FSLN doit chercher à se rapprocher des partis progressistes d'Amérique centrale, reprendre l'initiative, mettre à profit les espaces offerts par les forums internationaux et les liens avec les comités de solidarité. L'anti-impérialisme ne doit pas être outrancier; il faut chercher une reconstruction des relations avec les Etats-Unis.

Dans le domaine économique, il est nécessaire de faire une critique claire des coûts sociaux et des effets récessifs de l'ajustement et faire des propositions à court et moyen terme. Le FSLN doit avoir sa propre stratégie économique et les propositions qui ont été présentées en juillet dernier restent très générales. Le FSLN doit se battre pour la poursuite de la Réforme agraire et exiger des crédits et une assistance technique. - (ANN/La Avispa)

LE CHAINON MANQUANT

Carlos Fernando Chamorro

Managua, déc.— Le principal mérite de l'enquête menée par l'Institut d'études nicaraguayennes est de formuler quelques hypothèses sur la crise du sandinisme. C'est un apport appréciable compte tenu du fait qu'il n'y a pas de consensus sur la nature de cette crise et la stratégie pour en venir à bout.

Cependant j'observe qu'elle néglige deux thèmes controversés. Le premier concerne les méthodes de lutte, légalité ou violence. Le FSLN a pris ses distances par rapport à la lutte violente, mais chacun interprète cette position selon sa propre opinion ou ses besoins politiques. Le deuxième a trait au rôle des Forces armées dans la crise nationale. Le FSLN ne peut rester en marge du débat sur leur institutionnalisation à cause des répercussions qu'elle a sur la vie nationale.

UNE ALTERNATIVE DEPUIS L'OPPOSITION

Le problème du manque d'identité, entendu comme vide idéologique et absence de programme, ne peut être résolu par des propositions globales. Un Congrès extraordinaire demanderait un sérieux effort de préparation. Mais même s'il était un succès, il faudrait établir des mécanismes assurant que les nouvelles formes d'action s'accompagnent d'un débat permanent. Depuis les Accords de transition, la réunion d'El Crucero et le premier Congrès, le FSLN a défini une ligne à mon avis assez cohérente qui l'a conduit à une certaine convergence avec le gouvernement. Pourtant, la principale contradiction n'est pas politique : elle réside dans l'absence de propositions alternatives sur des aspects spécifiques de la politique du gouvernement ainsi que dans le manque de lignes d'action.

Une alternative d'opposition ne peut se construire uniquement sur des accords au sommet et des manifestations à la base. Il faut aussi prendre des initiatives afin d'avoir une influence sur de nouveaux secteurs politiques, économiques et sociaux, avec une conception du pouvoir qui aille au delà de la vision exclusive-institutionnelle. Par exemple, la plate-forme économique approuvée par l'Assemblée sandiniste le 25 juillet représente un progrès en matière de proposition mais il lui manque une stratégie d'application pour qu'elle ait un large écho dans les couches populaires. Le problème n'est pas seulement que le gouvernement ait refusé d'en discuter, mais surtout que le FSLN n'ait pas de mécanismes politiques lui permettant d'articuler ses propositions et la dynamique des principaux agents économiques et sociaux éloignés de son influence politique naturelle. A l'inverse, quand le FSLN ne se prononce pas sur une mesure gouvernementale qui a des effets négatifs, d'autres forces sociales prennent l'initiative. Le gouvernement a annoncé début octobre la création de nouveaux impôts. Le FSLN a condamné la mesure mais n'a joué aucun rôle dans leur rejet immédiat par les couches moyennes et les groupes influents, tandis que le mécontentement des couches populaires, également touchées, n'a toujours pas été canalisé.

En fait, il y a un chaînon manquant entre un programme trop global, l'organisation et la direction.

CONTRADICTIONS ET DEBAT IDEOLOGIQUE

La question de l'identité est beaucoup plus complexe et tend à polariser la situation. Le problème n'est pas de savoir si le FSLN doit devenir un parti des pauvres ou un parti des chefs d'entreprise : ce qui doit nous préoccuper, c'est la cohésion autour d'objectifs. Le sandinisme s'est engagé à défendre les intérêts populaires, la démocratisation, la souveraineté. C'est là l'axe de son identité et la condition de sa cohésion.

La privatisation d'unités de production en faveur des travailleurs, le besoin de reconstruire le patrimoine du parti et la crise économique qui affecte les sandinistes posent de nouveaux problèmes. La solidarité avec les secteurs les plus frappés est impérative: elle ne dépend pas seulement de la définition de nos

valeurs, elle passe aussi par le retour de la confiance politique et la transparence à tous les niveaux du FSLN.

Les contradictions sociales qui s'expriment au sein du parti se sont déjà produites pendant les onze ans où nous avons été au pouvoir, dans des conditions où il était peut-être plus facile de les résoudre puisque l'Etat révolutionnaire et la défense du pouvoir constituaient un axe de cohésion. Ces contradictions ne doivent pas aujourd'hui devenir un facteur de confrontation; au contraire, elles doivent nous pousser à chercher de nouveaux mécanismes politiques pour reconstruire le consensus, sans perdre la cohérence politique.

L'ARTICULATION S'EST PERDUE

Avant, les structures du parti et des organisations de masse étaient édifiées autour de l'appareil de l'Etat sandiniste et la cohésion politique se fondait sur la défense du pouvoir. Le verticalisme était la méthode qui permettait cette articulation politique. Mais la perte du contrôle de l'Etat a fait disparaître cet axe et a limité la capacité de la Direction nationale à rendre cohérent le processus de regroupement des sandinistes. La réaction immédiate a été la demande euphorique de démocratisation des structures. De plus, l'autonomie des organisations de masse s'est imposée dans les faits. Le Congrès a ratifié la démocratisation, mais cela n'a pas rendu au sandinisme le dynamisme nécessaire pour accélérer le regroupement de ses forces et relancer son projet, en tout cas pas assez pour affronter la crise nationale et l'extrême-droite qui a repris l'initiative.

Je ne crois pas que la solution réside uniquement dans un meilleur fonctionnement de la relation entre la Direction nationale et les Comités départementaux. Ce sont là des éléments nécessaires mais non les plus importants, car ils n'auraient pas de répercussion au-delà des sphères d'influence traditionnelles du sandinisme.

Le défi consiste à établir des mécanismes horizontaux qui rendent possible la reconstruction du consensus à partir de thèmes et de luttes concrètes, consensus qui devrait prendre en compte les représentativités spécifiques.

LA QUESTION DE LA REPRESENTATIVITE

La représentativité du sandinisme après la défaite électorale et après le Congrès ne se résume pas aux nouvelles structures élues. Il existe, à côté des structures officielles, des regroupements sandinistes qui ont plus ou moins de poids ou de représentativité dans les espaces où ils agissent. Ce sont, sans prétendre épuiser la liste, les syndicats, le Mouvement communal, les producteurs de l'Union nationale des agriculteurs (UNAG), le mouvement coopératif, le groupe parlementaire sandiniste, les conseillers municipaux et régionaux, les médias, les anciens militaires, les travailleurs bénéficiaires de la privatisation, la Jeunesse sandiniste, le mouvement des femmes, les cadres et chefs d'entreprise sandinistes, les centres de recherche, les ONG, etc... Cette réalité exige une adaptation politique des

structures et des modes de direction, un discours qui inclue ces différentes expressions du sandinisme et une forme d'organisation qui soit autre chose que territoriale.

CADRES ET DIRECTION

Le FSLN a produit à tous les niveaux un nombre de cadres impressionnant. Ils sont en ce moment complètement dispersés. D'un côté, ils tentent de résoudre leurs propres problèmes de survie économique et de l'autre, ils connaissent un lent processus d'adaptation pour trouver une autre façon de faire de la politique en faveur du projet sandiniste. C'est l'intérêt du FSLN de les regrouper et de les relancer dans l'action. La création de Commissions permanentes au sein de l'Assemblée sandiniste avait pour but de leur assigner des tâches spécifiques et de les faire participer à la définition de la ligne du parti par l'élaboration de propositions sur la politique économique, la privatisation, la santé, l'éducation, la défense juridique de la propriété, etc... Et cela non seulement pour s'opposer aux politiques gouvernementales mais aussi pour formuler des alternatives afin de soutenir les forces sociales émergentes. Cependant, le recours à ces Commissions a été limité. Cette déficience doit être corrigée en recourant à d'autres mécanismes plus souples afin de vaincre la tendance aux positions conjoncturelles et de mettre fin à la vision à court terme des problèmes nationaux. En fin de compte, la lutte sociale quotidienne et la systématisation du débat sont des éléments complémentaires et non contradictoires.

Enfin, les problèmes de direction touchent tous les niveaux du parti. La représentativité est une condition nécessaire, mais non suffisante, pour imprimer un nouveau dynamisme à la direction politique. Il faut repenser toutes les méthodes de façon à établir un axe horizontal sur lequel s'articulent le consensus et l'action des sandinistes. C'est un processus long et difficile qui relève de la responsabilité de tous, anciens ou futurs dirigeants du FSLN. -(ANN/La Avispa)

LES EVANGELIQUES VEULENT ENTRER EN POLITIQUE

Managua, déc.— Les Eglises évangéliques sont en expansion en Amérique Latine, ce qui ne manque pas de préoccuper l'Eglise catholique. Le Nicaragua post-révolutionnaire n'échappe pas à ce phénomène. La revue *Envío* a publié une enquête sur les principales Eglises évangéliques. Ses résultats, analysés par Roberto Zub, doyen de la Faculté évangélique d'études théologiques, montrent que ces dernières veulent désormais occuper le terrain politique.

Avec sans doute 500 000 fidèles sur quatre millions d'habitants, des médias, des hôpitaux, des écoles, une université, les Eglises évangéliques - elles sont plus de cent - constituent un pouvoir au Nicaragua. L'enquête menée à Managua et publiée par la revue *Envío* a porté sur six des plus importantes : l'Eglise

baptiste, l'Eglise du Christ -qui appartiennent à ce que l'on appelle les Eglises historiques-, l'Eglise de Dieu, l'Eglise Assemblée de Dieu, la Mission chrétienne, et l'Eglise quadrangulaire, qui sont pentecôtistes (note 1).

EGLISES HISTORIQUES ET EGLISES PENTECOTISTES

La pénétration protestante sur la Côte pacifique date de la Révolution libérale du président Zelaya, qui a mis en oeuvre à partir de 1893 la modernisation économique, juridique et sociale du pays. Les missionnaires qui arrivèrent alors, envoyés en grande partie par des organismes internationaux pour disputer l'espace religieux, social et politique à l'Eglise catholique, partageaient ces positions réformistes. A l'époque, être libéral et être protestant allaient de pair, tout comme être conservateur et catholique.

Au cours de la dernière décennie, ce sont les Eglises pentecôtistes qui ont connu la plus forte croissance. Ce phénomène est sans doute lié à la Révolution sandiniste que d'amples secteurs des Eglises pentecôtistes ont combattue, devenant ainsi un refuge pour les anti-sandinistes des couches populaires. Les fidèles convertis pendant la période révolutionnaire sont sans doute des gens que la rupture des structures sociales antérieures angoissait et qui ont cherché un soutien dans des communautés religieuses.

Actuellement, les protestants sont majoritairement des femmes et des pauvres : 11,3 % n'ont pas de revenus, 40,7 % gagnent moins de 300 cordobas par mois (60 dollars) et 24,2 % entre 300 et 700 cordobas (entre 60 et 140 dollars). Les Eglises pentecôtistes regroupent les secteurs les plus démunis du protestantisme alors que dans les Eglises historiques, en premier lieu l'Eglise baptiste, on compte davantage de membres des couches moyennes. En ce qui concerne le niveau de scolarité, un tiers des personnes interrogées n'ont pas terminé l'école primaire. Là encore, des différences entre les confessions : parmi ceux qui sont allés à l'université, 70 % sont baptistes tandis qu'un seul membre de l'Eglise quadrangulaire a terminé ses études secondaires. On constate que les évangéliques ont un niveau scolaire sensiblement plus bas que la population de Managua. Il existe deux universités confessionnelles; l'Université centraméricaine, catholique, offre des formations de type humaniste et l'Université Polytechnique, baptistes, offre des formations techniques plus courtes et débouchant sur des professions plus lucratives.

Quant aux activités professionnelles des protestants, les groupes les plus nombreux sont, en ordre décroissant : les femmes au foyer, les techniciens, les travailleurs du secteur informel, les employées de maisons et les cadres et professions libérales. D'une façon générale, les baptistes et les membres de l'Eglise du Christ (qui est d'origine baptiste) appartiennent à des couches sociales plus élevées que les pentecôtistes. Ce phénomène a son origine dans le fait que l'Eglise baptiste s'est structurée en même temps que le projet libéral du début du siècle, alors que le développement des Eglises pentecôtistes

correspond à l'augmentation de la pauvreté. C'est aussi pourquoi les membres des Eglises historiques participent davantage à la vie politique.

LES PROTESTANTS ET LA VIE POLITIQUE

On estime que 80 % des évangéliques ont voté pour l'UNO lors des élections de 1990. Les personnes interrogées lors de l'enquête ont voté majoritairement pour l'UNO (53,2 %), le FSLN obtenant 42,6 %. C'est auprès des Eglises pentecôtistes que l'UNO fait ses meilleurs scores. L'enquête révèle aussi que 35,9 % des protestants ne sympathisent avec aucun parti, 29 % sont proches du FSLN, 9,7 % du Parti libéral (fraction des libéraux qui n'est pas entrée dans l'alliance UNO) et 10,5 % de l'UNO. Mais en 1990, seulement 46,8 % ont voté selon leur préférence. 12,9 % avouent clairement ne pas l'avoir fait, ce qui indique que les partis en lice ne représentaient ni leurs goûts ni leurs intérêts. 33,9 % disent ne pas savoir s'ils ont voté selon leur préférence; ce groupe-là est composé de personnes n'ayant pas d'option politique définie mais qui ont voté car c'est le devoir de tout chrétien. 14,1 % des personnes interrogées ont fait leur choix le jour même des élections et appartiennent probablement au secteur qui a attendu jusqu'au bout que le FSLN annonce la suppression du service militaire obligatoire (note 2). Quant aux consignes de vote, 98,4 % disent ne pas en avoir reçu de façon explicite.

Aucun gouvernement n'a jamais eu autant de relations avec les protestants que le gouvernement sandiniste. Les pasteurs et étudiants en théologie étaient exemptés du service militaire; un baptiste, Gustavo Parajón, a été choisi pour faire partie de la Commission nationale de réconciliation et les pasteurs ont été invités à s'intégrer aux commissions de paix; toutes les facilités étaient offertes pour la canalisation des donations. Jamais autant de Bibles n'ont été vendues. Cependant, durant la période révolutionnaire, un secteur du protestantisme a condamné ses membres qui voulaient avoir une action politique ou exprimer une opinion favorable au FSLN. De leur côté, les Comités de défense sandiniste s'en sont souvent pris aux pasteurs des Eglises pentecôtistes, dans la période 1982-1983, et ce secteur du protestantisme a promu la résistance à l'idéologie et à l'organisation impulsées par les sandinistes. Mais, dans l'ensemble, les personnes interrogées estiment que la relation avec le gouvernement sandiniste était bonne ou normale.

Aujourd'hui, toutes les confessions débattent de l'idée de fonder un parti évangélique (note 3). Si la majorité du courant pentecôtiste est d'avis qu'un fidèle ne peut adhérer à un parti politique, la tendance s'inverse s'il s'agit d'un parti évangélique. D'ailleurs, aux questions concernant la résolution des problèmes économiques, on observe que les réponses sont de caractère religieux (solutions qui passent par un gouvernement évangélique ou par Dieu). Si ce parti arrive à se structurer, il pourrait constituer la troisième force électorale du pays. Et s'il parvenait au pouvoir, on peut prévoir une forte lutte entre les pentecôtistes et les catholiques, car il y a déjà des tensions. En avril dernier, un affrontement a eu lieu à El Jícaro, dans le nord. Une quarantaine de pasteurs de la région ont publié un communiqué dans lequel ils accusent les autorités catholiques d'avoir

entrepris une campagne contre les évangéliques et d'avoir organisé devant les temples des manifestations au cours desquelles on a entendu des slogans tels que "Mort aux évangéliques". Ils dénoncent aussi le fait que certaines municipalités leur ont interdit d'utiliser des mégaphones.

Comme le signale R. Zub, l'époque pendant laquelle les pentecôtistes estimaient que la politique était sale et où cet espace était occupé par la Théologie de la libération est révolue. Désormais, les Eglises évangéliques veulent être présentes sur le terrain politique. Il est probable qu'à l'approche des prochaines élections, les pasteurs feront un travail électoral en faveur d'un parti. On peut imaginer que beaucoup relieront ce travail à la doctrine pentecôtiste, selon laquelle la fin de ce millénaire sera marquée par la seconde venue du Christ. Il existe d'ailleurs en Amérique latine un mouvement théocratique qui travaille à la constitution d'un réseau international des Eglises du Règne afin de préparer les conditions politiques pour le retour du Christ. -(ANN)

Note 1 : Le mouvement pentecôtiste est né en 1900 aux Etats-Unis. Les Eglises qui s'en réclament croient à la manifestation directe et immédiate de Dieu dans le monde. Elles font une lecture littérale de la Bible. Elles insistent sur la présence du péché dans le monde et la nécessité de la conversion individuelle, marquée par le baptême des seuls adultes et par immersion. Elles croient de plus aux dons du Saint Esprit, en particulier la guérison par imposition des mains et la glossolalie ("parler en langues"). Elles attendent avec instance la deuxième venue du Christ (NdR).

Note 2 : Selon une étude réalisée en 1991 par Paul Oquist, conseiller de Daniel Ortega, l'annonce de la suppression du service militaire aurait permis au FSLN de gagner un peu plus de 8 % des voix (NdR).

Note 3 : Ce parti a été créé le 22 février 1992. Il est en cours de légalisation sous le nom de Parti de la Justice nationale (PJM). Ses fondateurs pensent qu'il arrivera au moins en seconde position aux élections de 1996. Son président est Jorge Díaz, un médecin de 32 ans appartenant à la Mission baptiste internationale. "Nous fonderons notre campagne sur les droits humains et les principes bibliques, qui régiront notre programme de gouvernement. Nous ne parlerons que de la Bible, de servir les pauvres, de punir les violeurs, de s'attaquer au machisme qui détruit la famille, de construire un Etat selon la Bible". Le PJM établira un système parlementaire car le système présidentiel prétend substituer Dieu. J. Díaz rappelle que le Guatémaltèque Jorge Serrano et le Péruvien Alberto Fujimori sont arrivés à la présidence grâce aux voix des évangéliques (Envío).

CUBA : LA PALME POUR LA "BICY"

Managua, 4 déc.— La "bicy", comme disent les Cubains est devenue la réponse numéro un aux problèmes énergétiques que connaît l'île depuis que le pétrole n'arrive plus des ex-pays socialistes. Une exposition organisée en novembre à La Havane a prouvé que, comme cela arrive souvent, la pénurie est un bon stimulant de l'imagination.

L'arrêt des livraisons de pétrole de l'ex-Union soviétique a entraîné la suppression des deux tiers du transport urbain à Cuba. Les Cubains se sont donc tournés massivement vers la

"bicy" et les règles de circulation ont été adaptées à l'invasion de centaines de milliers de deux-roues.

Une exposition a permis récemment aux inventeurs de présenter leurs trouvailles. La palme revient justement au "cyclopalme", qui permet de grimper en pédalant aux palmiers et cocotiers pour couper leurs fruits. "Il permet d'augmenter la productivité en réduisant l'effort physique et le risque", explique son inventeur. La machine est simple: elle repose sur deux roues que surplombe un châssis circulaire doté d'un système d'ouverture qui permet à quatre roues stabilisatrices d'entourer le tronc et d'en faire l'ascension en pédalant. Cela se fait en douceur grâce à un système de pignons savamment articulés.

A côté du "cyclopalme", les visiteurs pouvaient apprécier la bicyclette familiale avec son side-car, le tricycle militaire vert olive et d'autres machines destinées à économiser l'énergie comme un atelier de mécanique ou un équipement radio fonctionnant à l'énergie solaire. De nombreux experts en transport urbain étaient là, aux côtés d'économistes, d'écologistes, de sociologues, de médecins et de militaires.

Ces derniers ont été particulièrement actifs dans le domaine des inventions. "Grâce aux initiatives, nous sommes parvenus à diminuer de 70 % notre consommation de combustible, explique le colonel Pedro Somonte, des Forces Armées révolutionnaires. Une bonne partie des manoeuvres s'effectue avec des miniatures qui permettent de simuler les conditions réelles de combat et de réduire les dépenses". Chevaux, boeufs et "bicy" ont été adoptés et voisinent avec les armes les plus sophistiquées pour protéger le pays contre une éventuelle invasion.

Le colonel Somonte explique que les économies s'appliquent à tous les secteurs et en particulier aux campements militaires. Une chaudière improvisée qui fonctionne au bois approvisionne en vapeur toutes les cuisines. Autrefois, cette machine était destinée à la dégasification et utilisée par les Troupes de défense chimique. Déjà, plus de 27 projets ont été présentés par les inventeurs attirés de l'armée. Plusieurs de ces travaux ont été reconnus d'utilité publique pour améliorer les services à la population. L'un d'eux est une étude minutieuse de l'usage des plantes médicinales réalisée par un infirmier militaire. Un programme d'autosuffisance alimentaire a été mis en place au sein de l'Armée, qui disposait déjà depuis longtemps d'un secteur agricole. Des petites usines d'aliments pour le bétail ont été installées, certaines innovations techniques introduites dans le travail de la terre et la traction animale est généralisée.

Les Cubains n'ont pas de pétrole, mais ils ont des idées pour défendre leur Révolution. -(ANN)

ANN

HONDURAS : LE PORTE-AVIONS COULE

Manuel Torres Calderon, Tegucigalpa

Managua, déc.— Dans les années 80, on appelait le Honduras "le porte-avions des Etats-Unis", "la république louée" ou "US Honduras". Mais les autorités de l'époque s'en moquaient : pendant cette période, elles avaient reçu de Washington 1,4 milliard de dollars.

Aujourd'hui, ces bons mots sont oubliés et les dollars aussi. Ce qui avait été un modèle de fidélité dans les relations bilatérales est confronté à l'incertitude des années 90. La lune de miel entre les deux pays a commencé à donner des signes d'épuisement en 1989, lorsque les Etats-Unis ont gelé une partie de l'aide promise au gouvernement de José Azcona afin d'obliger ce dernier à mettre en oeuvre des ajustements néo-libéraux. En 1990, quand le dernier des groupes armés de la contra nicaraguayenne s'est démobilisé au Honduras, ce pays a perdu son attrait principal pour Washington. Le "porte-avions" a commencé à couler et à redevenir la barcasse de toujours. Tous les spécialistes s'accordent à dire que les années 80 ont été celles des vaches grasses pour l'économie hondurienne, qui nageait dans les dollars de Washington, mais que la paix qui marque le début des années 90 promet une décennie de vaches maigres. En effet, le "tourisme de guerre" a été la meilleure source de devises pour le Honduras. Le problème réside dans le fait que les dollars qui arrivaient en abondance ont servi à tout sauf au développement et que la crise économique et sociale s'est aggravée. 72 % de la population est dans la pauvreté totale et l'infrastructure productive, qui est faible, est accoutumée aux subventions et aux cadeaux de l'aide internationale.

C'EST ÇA LE DETAIL...

L'aide des Etats-Unis a atteint 132 millions de dollars en 1991. Elle est tombée à 99,6 millions en 1992 et on annonce pour 1993 une coupe supplémentaire. "Le gâteau reste le même, mais il y a davantage d'invités dans le monde", explique l'ambassadeur des Etats-Unis à Tegucigalpa, Crescensio Arcos. Il ne parvient cependant pas à convaincre les autorités honduriennes qui se sont engagées auprès des organismes financiers internationaux à ne pas demander de crédit à court terme et qui ont recouru à l'aide étatsunienne pour tenir leur parole. Le président Callejas lui-même s'est rendu à Washington pour éviter la réduction de l'aide mais il s'est heurté au pragmatisme de la Maison Blanche et du Congrès : l'Amérique centrale n'est plus une priorité diplomatique. L'ambassadeur C. Arcos résume assez crûment cette situation en affirmant que son gouvernement a déjà payé le déjeuner des années 80 et que le flux des billets verts ne sera pas comparable dans les années 90.

La diminution de l'aide affecte même les Forces armées qui ont à peine reçu 6,2 millions de dollars en 1992 et n'obtiendront pour 1993 que le strict nécessaire pour entretenir leurs onze avions F-5. C'est beaucoup moins que ce que les militaires gagnent grâce à leurs investissements commerciaux directs. C'est pourquoi on commence à percevoir dans leur attitude

envers les Etats-Unis ce que l'on pourrait appeler "le syndrome du Guatemala". Au fur et à mesure que l'aide diminue, ils exigent de plus en plus la fin de l'ingérence de Washington dans leurs affaires internes. A preuve, les relations distantes que le chef des Forces armées, le général Luis Alonso Discua, entretient avec l'ambassadeur étatsunien qui, quand il abandonnera son poste en décembre, comptera moins d'amis au pouvoir que hors du pouvoir. Le principal point de friction entre les militaires et C. Arcos est l'insistance avec laquelle ce dernier a demandé la réduction des dépenses militaires et l'application de la justice après le viol et l'assassinat d'une étudiante, dont un colonel est le principal suspect.

Ces différences n'impliquent pourtant pas la rupture. Elles déterminent seulement des hauts et des bas dans une relation qui reste profitable pour les deux parties. Le territoire hondurien continue à abriter la base de Palmerola, où sont stationnés 1 200 soldats étatsuniens. Entre octobre 90 et septembre 91, ces troupes ont dépensé 52 millions de dollars pour entretenir la base, dont la mission anti-insurrectionnelle était évidente dans les années 80 mais dont le rôle n'est plus clair aujourd'hui. Un écrivain hondurien fait le commentaire suivant : "Palmerola est une base bien petite pour prévenir un coup d'état mais très grande pour se consacrer seulement à la poursuite des avionnettes colombiennes chargées de cocaïne". Beaucoup se demandent si le Pentagone ne voit pas dans le Honduras le futur siège du Commandement Sud, au cas où celui-ci serait obligé de quitter le Panama à la fin du siècle.

En tout cas, l'armée hondurienne tente d'améliorer son image auprès des Etats-Unis et, dans ce but, négocie un nouveau plan de travail où figurent la lutte contre la drogue et la préservation de la nature, filons devenus plus rentables que la lutte contre la "subversion". Le seul détail est que ni les uns ni les autres n'ont une pratique qui corresponde à leur discours.

IL FAUT DES DOLLARS POUR LES AJUSTEMENTS

Sur le plan économique, la situation n'est pas plus brillante. Aux coupes sombres dans l'aide s'ajoute les critiques de l'AID aux sénateurs démocrates étatsuniens. L'an prochain, l'AID ne sera plus la même, pas plus que son programme d'encouragement des investissements étrangers dans le bassin des Caraïbes. Or, c'est grâce à l'influence de l'AID que les investissements étatsuniens au Honduras sont passés de 185 millions de dollars en 1987 à 315 millions en 1990.

Si, en plus d'une possible chute des investissements directs des Etats-Unis, on assiste à un renforcement de leur protectionnisme, le panorama sera encore plus compliqué, au moment même où le programme d'ajustements économiques aurait besoin de succès pour alléger ses déficits et convaincre une population de plus en plus incrédule. Les nuages noirs s'accumulent : depuis trois ans, les Etats-Unis ne cessent de réduire les quotas de sucre hondurien pour l'importation de sucre et menacent de limiter également les importations de textiles. Le Département du commerce des Etats-Unis se plaint que la majeure partie des produits textiles provient de fabriques venues d'Orient, instal-

lées au Honduras pour raccourcir le trajet jusqu'au marché étatsunien, dont elles ne consomment même pas les matières premières. Ces récriminations ont surpris les autorités honduriennes qui ont accepté l'installation de ces fabriques parce que l'AID et d'autres organismes financiers internationaux le leur avaient recommandé. Adolfo Facussé, président de la Chambre de commerce et d'Industrie de Tegucigalpa, regrette que les Etats-Unis imposent davantage de restrictions alors que les ajustements "ont fait passer les Honduriens de la pauvreté à la misère". Un diplomate étatsunien, qui reconnaît le bien-fondé de cette critique, a cependant répliqué : "Le Honduras doit diminuer sa dépendance envers les Etats-Unis, car il le peut. En fin de compte, les Honduriens sont les meilleurs clients latino-américains des boutiques de Louisiane".

L'étroite relation entre les deux pays n'est pas en danger, mais son adaptation à la nouvelle situation entre en contradiction avec les vieilles structures créées dans un cadre de dépendance totale. Les changements l'effritent, mais elle ne s'effondre pas. -(ANN/Pensamiento Propio)

EN BREF

TRIOMPHE ? "C'est un triomphe du peuple nicaraguayen", s'est exclamé le ministre de la présidence Antonio Lacayo, à l'annonce du déblocage de la moitié de l'aide étatsunienne (54 des 104 millions de dollars promis). Mais le peuple bénéficiera-t-il beaucoup de son "triomphe"? La nouvelle prive l'extrême-droite nicaraguayenne d'un de ses chevaux de bataille (la tête d'Humberto Ortega contre l'aide). Mais le sénateur républicain Helms, principal adversaire du versement de l'aide, ne baisse pas les bras : il a immédiatement fait part de sa découverte d'un compte bancaire grassement approvisionné par Humberto Ortega aux Etats-Unis, une nouvelle démentie par les autorités nicaraguayennes. A Washington, le porte-parole du gouvernement a reconnu les "progrès" réalisés par le Nicaragua, surtout "en matière de réduction des Forces armées". Mais "nous croyons qu'il reste beaucoup à faire", a-t-il signalé. Quelles seront les conditions du prochain versement ?

DONATEURS. Les représentants des pays donateurs ont rencontré le gouvernement à Managua début décembre afin d'analyser la situation économique du pays et de s'informer de l'utilisation faite de l'aide en 1992. Le ministre de la coopération Erwin Kruger s'est félicité de ce que son gouvernement soit parvenu à la pacification et à l'assainissement de l'économie, deux éléments qui favorisent l'octroi de l'aide. Il a pourtant reconnu que le gouvernement n'avait pas de stratégie de croissance. Il a fustigé "l'instabilité et les grèves" qui risquent de donner une mauvaise impression et de décourager les donateurs. Le ministre de la présidence Lacayo, moins triomphaliste, a signalé que les ajustements structurels n'avaient pas eu les résultats escomptés et a annoncé : "Nous voulons corriger nos erreurs et celles des conseillers des institutions financières internationales". Les pays donateurs se réuniront en mars pour décider du montant qui sera accordé en 1993.

RECONTRAS. L'activité armée reprend de la force dans le nord et le centre. Les recontras ont attaqué le 29 novembre plusieurs édifices publics à Santo Domingo, dans la région de Nueva Guinea, où ils ont assassiné un ex-militaire. Le 2 décembre, une paysanne a été assassinée dans la région d'Esteli par un groupe armé. Dans la région du centre, un chef recontra est mort au cours d'un combat avec l'armée. Selon un article publié dans un quotidien de Miami, *El Nuevo Herald*, les recontras seraient approvisionnés par des groupes d'exilés nicaraguayens et cubains de Miami. Le principal groupe, le Front 3-80, serait équipé de plusieurs missiles terre-air. Selon l'armée, les recontras ont été approvisionnés en armes par voie aérienne début octobre. Le 2 décembre, ils ont assassiné un paysan d'une coopérative de La Dalia et séquestré deux autres.

L'ENQUETE PIETINE dans le meurtre d'Arges Sequeira (voir bulletin précédent) malgré l'arrivée en renfort de deux fins limiers espagnols équipés d'un matériel électronique des plus sophistiqués. Mais l'extrême-droite ne manque pas de leur indiquer des pistes : *"Il faut parfois chercher les assassins dans la maison même des enquêteurs"*.

LES FORCES PUNITIVES EN ACTION. Dans la nuit du 1er au 2 décembre, une bombe a explosé dans le local du Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP), dont le dirigeant est Ramiro Gurdian. Elle n'a fait que peu de dégâts matériels. Des tracts des Forces punitives de gauche (FPI) ont été retrouvés sur place. Les FPI se sont également manifestées à Esteli et Masaya par un nouveau communiqué où elles rejettent la présence des policiers espagnols venus enquêter sur l'assassinat d'Arges Sequeira. Par ailleurs, un autre groupe clandestin a fait circuler des tracts à La Concepcion; il s'agit du Front de lutte armée, qui prétend être formé d'une centaine d'hommes entraînés et armés *"disposés à défendre les différents secteurs sociaux dans leurs justes revendications face à ce gouvernement de voleurs"*.

PLUS DE SOUS POUR L'ASSEMBLEE ILLEGALE. La Cour suprême de justice a demandé au gouvernement de faire appliquer le jugement qu'elle a rendu sur l'affaire de l'Assemblée nationale et qui rend illégal tout ce qu'elle a pu voter depuis le 2 septembre, date à laquelle le groupe sandiniste et les députés centristes de l'UNO se sont retirés. Le ministre de la présidence Antonio Lacayo a révélé que, dans un premier temps, l'exécutif allait lui couper les vivres.

RIEN A LEUR DIRE. Un sondage prouve que l'Assemblée n'a aucune crédibilité auprès des Nicaraguayens. La grande majorité d'entre eux ignore le problème que connaît actuellement cette institution malgré les commentaires abondants dans les médias. Mieux : à la question *"si vous aviez l'occasion de parler à un député, que lui diriez-vous?"* 73,2 % des personnes interrogées répondent qu'elles n'en savent rien.

C'ETAIT UN PROBLEME DE COMMUNICATION. Une délégation du FSLN, composée entre autres du membre de la Direction nationale Victor Tirado et de la députée Dora Maria Tellez, s'est rendue aux Etats-Unis où elle a été reçue par un représentant du Parti Démocrate. Celui-ci a exprimé la volonté d'établir une *"meilleure entente et une meilleure communication entre le futur gouvernement de Clinton et le FSLN"*.

CHATIMENT DIVIN. Le 1er décembre, à l'occasion de la journée internationale de lutte contre le sida, le ministère de la Santé et celui de l'Education ont diffusé un tract intitulé *"avec amour et responsabilité"* dont le contenu semble plutôt destiné à faire passer certaines valeurs religieuses et morales qu'à informer les Nicaraguayens. Qu'on en juge : *"L'ordre moral établi par le Créateur et la loi naturelle destinent l'acte sexuel au couple stable. La meilleure façon d'éviter les maladies sexuellement transmissibles est d'observer la fidélité qu'exige le véritable amour conjugal. Au Nicaragua nous constatons les effets du sida, qui s'attrape en ayant des relations sexuelles hors de l'ordre établi. La plupart des personnes contaminées ici ont entre 20 et 25 ans. L'abstinence pour les célibataires et la fidélité dans la relation sont les seuls moyens sûrs"*.

IL VAUDRAIT MIEUX, PARFOIS, ETRE SOURD. Le vice-ministre des Relations extérieures, José Pallais, a exposé devant l'Assemblée générale de l'ONU les efforts du gouvernement nicaraguayen en matière de droits humains : la lutte contre la pauvreté, qui est un *"engagement moral et politique"*, la réduction du rôle de l'Etat dans l'économie, la diminution des dépenses militaires, la réduction de l'armée et la restructuration de la police qui sont *"le moyen d'établir un nouveau modèle de sécurité démocratique"*. Il a insisté aussi sur *"la nouvelle culture de la paix qui existe au Nicaragua"*.

CUBA. A l'heure où l'aide se fait rare, le ministre nicaraguayen de la Santé s'est senti obligé de publier dans les trois quotidiens un communiqué d'une page entière pour *"informer le peuple nicaraguayen de la coopération que le secteur de la Santé a reçu de la part du gouvernement cubain depuis trois ans"*.

COSTA RICA. Les plantations de bananes et autres exploitations agricoles du Costa Rica recrutent des déplacés de guerre et des réfugiés centraméricains auxquels ne sont payés ni le salaire minimum ni les prestations sociales obligatoires. La coordination costaricienne des syndicats des bananeraies a révélé que 30 000 travailleurs sans papiers sont employés ainsi afin de *"réduire les coûts de production"* et *"améliorer la compétitivité"* des exportations costariciennes. -(ANN)

**L'ANN vous
souhaite de bonnes
fêtes de fin d'année.
Le prochain bulletin
sera publié le 15
janvier 1993.**

ABONNEMENTS : 450 F (Comités 900 F; Institutions 1 300 F)
Chèques à l'ordre de : ANN, 15 rue Müller 75018 PARIS
Pour la Suisse : 124 CHF (Comités 265 CHF; Institutions
370 CHF) sur le compte 80-19853-7 Zurich.
Un paiement semestriel est possible.
Rédaction au Nicaragua : Michèle Faure et Frédérique Perrin
Tel : 505 2 668875 Fax: 505 2 668870